

**Unité Départementale Aube – Haute-Marne**

TROYES, le 28 avril 2025

Nos réf. : SAU/CL/MI n° 25 - 230

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ACCURIDE**

5, avenue du Président René Coty  
BP 7  
10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0005701965

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 février 2025 dans l'établissement ACCURIDE implanté 5 avenue du Président René Coty - BP 7 - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC. L'inspection a été annoncée le 24 février 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le 11 décembre 2024, un arrêté préfectoral complémentaire a été notifié à la société ACCURIDE prescrivant la réalisation sous 3 mois, d'un bilan de conformité, d'un état des lieux des solvants et la transmission de rapport de mesures des émissions atmosphériques.

La visite d'inspection a permis de faire un point d'avancement sur l'élaboration et la transmission des justificatifs à deux semaines de l'échéance du délai mentionné dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Par ailleurs, la société ACCURIDE a déposé un porter à connaissance le 4 décembre 2024 concernant la mise à disposition du bâtiment 2B à la société EDMAT.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ACCURIDE
- 5, avenue du Président René Coty - BP 7 - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT : 0005701965
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Usine installée depuis 1957, l'activité du site ACCURIDE WHEELS consiste en la fabrication de roues en tôle, à destination notamment des constructeurs automobiles.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	COV	Arrêté Préfectoral du 02/07/2013, article 3.3.3	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bilan de conformité	Arrêté Préfectoral du 11/12/2024	Sans objet
2	Emission dans l'air	Arrêté Préfectoral du 11/12/2025, article 3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le bilan de conformité est en cours de réalisation par l'exploitant. Dans l'attente du bilan formalisé, l'exploitant fait part des remarques suivantes.

L'exploitant a réalisé et communiqué un état des lieux des produits et substances, utilisés dans son processus de fabrication dans lesquels des solvants sont présents, en mentionnant notamment les mentions de danger associées (danger par aspiration, lésions oculaires, toxicité,...).

Le rapport de mesures de COV dans les cabines de peinture conclut au dépassement de la valeur limite d'émission dans cinq conduits contrôlés. Une attention particulière est portée au conduit n°58 dont les valeurs mesurées apparaissent très élevés. Aussi, il est demandé à l'exploitant un retour à la conformité dans les plus brefs délais sur ce point. Une nouvelle visite d'inspection sera menée dès cette année pour mieux appréhender les engagements de l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Bilan de conformité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2024
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bilan de conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise sous 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté, un bilan de conformité de l'installation par rapport aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation et de ses arrêtés complémentaires.  L'exploitant transmet 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"><li>- un descriptif précis de l'ensemble de ses installations et équipements et leur localisation sur un plan détaillé ;</li><li>- un bilan des activités de l'installation en regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</li><li>- un plan de localisation des équipements sources d'émissions de rejets atmosphériques et des points de rejet aqueux (via notamment un plan des réseaux) ;</li><li>- un descriptif des points de captage des émissions atmosphériques et aqueux présents sur le site.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Le bilan de conformité est en cours de réalisation par l'exploitant.  Dans l'attente du bilan formalisé, l'exploitant fait part des remarques suivantes.  <u>Rubriques 10XX :</u> L'installation dispose d'un stockage d'environ 10 000 m <sup>3</sup> de GNL. L'installation est classée comme entrepôt. A noter que le bâtiment, ancien centre livreur a été vendu. Le dossier de cessation d'activité partielle a été déposé à la préfecture de l'Aube le 3 juillet 2020. L'installation stocke aussi du bois, du plastique et des cartons. <u>Rubriques 20XX :</u> L'installation dispose : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un bain de Cataphorèse de 50 m<sup>3</sup> : à noter une baisse de l'activité car il y a plus d'activité lié au poids lourd actuellement.</li><li>- de bain de phosphatation bi-cation : Maganèze-Zinc (sans Nickel - pas de passivation au chromeVI puis Zirchonium ; ) ;</li><li>- de machines à laver : 4 m<sup>3</sup> et d'une fontaine de nettoyage de 720 litres ;</li><li>- de 3 chaudières <i>Wiessman</i>, 2 chaudières gaz <i>Atlantic1 Caluflu</i>. La chaudière dans l'atelier poids lourd a été supprimée.</li><li>- de 6 TAR</li><li>- d'accumulateurs électriques d'une puissance totale de 300k.</li></ul> L'installation utilise 600 kg peinture par jour. <u>Rubriques 30XX :</u> L'installation est classée pour son activité de traitement de surface (dégraissage; pré-dégraissage; phosphatation). <u>Rubrique 40XX :</u>

<p>L'installation est soumise à déclaration pour la rubrique 4130.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a transmis le 11 décembre 2024 à l'inspection des installations classées les plans de l'atelier "Tourisme" et de l'atelier "Poids Lourd", des rejets Toitures et des réseaux enterrés. Ces plans n'appellent pas de remarques particulières à ce stade.</p> <p>L'exploitant a entamé une démarche de bilan de conformité en vu de mettre sa situation administrative et réglementaire à jour. Compte tenu, de la proximité de l'échéance, il est demandé à l'exploitant de formaliser ce bilan, conformément à l'article 2 de l'APC du 11 décembre 2024. Il est rappelé qu'utilement les prescriptions réglementaires pourront être réactualisées à l'examen de la réalisation de ce bilan de conformité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Émission dans l'air**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2025, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise sous 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté, un état des lieux des produits et substances, utilise dans son processus de fabrication dans lesquels des solvants sont présents, en mentionnant notamment les mentions de danger associées.</p> <p>L'exploitant transmet sous 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté, les rapports d'autosurveillance des émissions atmosphériques réalisés en 2023 sur le site, y compris les chaudières.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 13 février, l'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées, un état des lieux des produits et substances, utilisés dans son processus de fabrication dans lesquels des solvants sont présents, en mentionnant notamment les mentions de danger associées (danger par aspiration, lésions oculaires, toxicité,...).</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un rapport de vérification de la chaufferie principale, appelant des actions de maintenance et d'entretien à réaliser par l'exploitant.</li> <li>- un rapport de vérification de la chaufferie TDS, appelant des actions de maintenance et d'entretien à réaliser par l'exploitant.</li> <li>- un rapport de mesures de COV dans les cabines de peintures, datant d'octobre 2024. Il est souligné que l'installation dépasse la valeur limite d'émission de 75 mg/Nm<sup>3</sup>.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : COV

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2013, article 3.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour l'ensemble des installations participant à l'application de revêtement sur support métallique (cataphorèse, laquage), la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 50mg/m3 pour le séchage et de 75 mg/m3.
<b>Constats :</b>  Le rapport de mesures de COV dans les cabines de peinture conclut au dépassement de la valeur limite d'émission dans 5 conduits contrôlés. Une attention particulière est portée au conduit n°58 dont les valeurs mesurées apparaissent très élevés. Aussi, il est demandé à l'exploitant un retour à la conformité dans les plus brefs délais.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites – une nouvelle visite d'inspection sera engagée dès cette année pour vérifier les actions de remise en conformité effectuées.
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### 2-5) Bilan hors constats

#### Demande de l'exploitant :

Le 4 décembre 2024, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées un porter à connaissance concernant la mise à disposition du bâtiment 2B à la société EDMAT.

Le jour de la visite, l'exploitant est sans nouvelle du demandeur par rapport à son offre de location de l'emplacement proposé.

Cependant, l'exploitant a décidé de maintenir sa demande concernant la mise à disposition du bâtiment 2B pour toutes autres possibilités de locations à des entreprises ayant une activité de travail des métaux.

#### Réponse de l'inspection des installations classées :

Par l'arrêté 2013189\_0009 du 2 juillet 2013, l'exploitant est autorisé à l'activité de travail des métaux pour une puissance installée de 10 253,5 kW. L'inspection des installations rappelle que la réglementation applicable sur le site s'applique à l'exploitant au titre du code de l'environnement et non à ses sous-traitants (aussi, le bâtiment 2B peut être loué à des entreprises exerçant des activités de travaux des métaux, l'activité de l'entreprise tiers relevant ainsi de la réglementation applicable à la société ACCURIDE).

En conclusion, toutes les activités menées sur le site, réalisées directement par les agents de l'exploitant ou par ses prestataires, sont menées sous la responsabilité de la société ACCURIDE, garante de l'application des règles d'exploitation, de sécurité et de protection de l'environnement.

L'inspection des installations classées estime de fait acceptable la demande de la société ACCURIDE de louer une partie de ses installations/équipements sous réserves :

- que toutes les activités soient réalisées sous la seule responsabilité de la société ACCURIDE ;

- que ces activités soient bien couvertes par l'autorisation délivrée à la société ACCURIDE (à savoir, dans les bâtiments dédiés aux activités et selon les modalités encadrées réglementairement par les textes applicables et/ou décrites dans les documents qui ont abouti à l'élaboration des prescriptions réglementaires) ;
- que les sous-traitants intervenants sur le site soient parfaitement informés de leurs obligations, des contraintes réglementaires ;
- que des actions de contrôle/surveillance soient menées auprès de ses sous-traitants périodiquement par la société ACCURIDE.